



Mairie
de

BALLAN-MIRÉ
37510

Canton de BALLAN-MIRÉ

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ballan-Miré, 22 juillet 2022

ARRETE DU MAIRE

N° AST 151/2022.T

☎ : 02.47.80.10.00

📠 : 02.47.80.10.01

Le Maire de **BALLAN-MIRÉ**,

**Autorisation d'occupation
du domaine public**

Le Petit Port Cordon,

Du 15/08 au 17/08/2022

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213 et L 2213-2,
- VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, et la loi n° 96-142 du 21 février 1996 relative à la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code de la Route,
- VU le décret n° 54-724 du 7 Juillet 1954 relatif au Code de la Route,
- VU l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 modifié et complété, relatif à la signalisation routière,
- VU les décrets n° 85-807 du 30 Juillet 1985, n° 86-475 du 14 mars 1986 et n°86-476 du 16 mars 1986 précisant les pouvoirs de police du Maire en matière de circulation routière.
- VU la demande formulée par SCOPELEC / ORANGE dans le cadre de remplacement de 2 poteaux télécom N° 0743406 et 0743407

- **CONSIDERANT** la nécessité de réglementer le domaine public,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 : -Du 15/08 au 17/08/2022, SCOPELEC sera autorisée à effectuer des travaux de remplacement des poteaux n°07443406 et 0743407 lieu dit Le Petit Port Cordon. Le stationnement sera interdit au droit des travaux. La circulation se fera par alternat. **Le domaine public et les aménagements de la voirie devront être restitués en leurs états initiaux.**

ARTICLE 2 : - La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise SCOPELEC.

ARTICLE 3 : -Toutes les contraventions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par les agents ou fonctionnaires dûment assermentés et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Tout stationnement ou entrave à la circulation autre que celui de l'entreprise mandatée pour les travaux sera considéré comme gênant pouvant faire l'objet d'une mise en fourrière conformément à l'article 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : - Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne pourra être cédée. La Ville dégage toute responsabilité en cas d'accident ou d'incident provoqué aux tiers par le pétitionnaire.

ARTICLE 6 : - Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie du Canton de Ballan-Miré sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et de son affichage.

Une copie est transmise à : M. le Préfet d'Indre et Loire, M. le Chef de Brigade de Gendarmerie, Le pétitionnaire, Les services Techniques de la Ville - La Police Municipale de BALLAN-MIRÉ.

Le Maire,
L'Adjoint à la Sécurité et aux Systèmes d'Information,
Patrick GOUJON

Thierry CHAILLOUX